

Point sur les nominations aux AG 2022

&

Zoom : La féminisation des conseils d'administration contribue-t-elle à ce que la RSE soit un véritable enjeu de gouvernance en 2022 ?



Isabelle Allemand et Bénédicte Brullebaut, Axe de recherche Finance, Gouvernance, RSE

BSB (Burgundy School of Business)

Le second seuil de 40% de la loi Copé Zimmermann étant vigueur depuis 2017 et les sociétés du SBF120 s'y conformant, les statistiques proposées par le baromètre évoluent. Plutôt que de continuer à suivre annuellement l'évolution de la féminisation des conseils d'administration, qui a atteint un palier, nous proposons désormais :

- *un point synthétique sur l'évolution des critères de recrutement*
- *un zoom thématique*

Les nominations 2022

Les critères de recrutement sont stables

Parmi les membres des conseils d'administration des sociétés du SBF120 élus aux assemblées générales de 2022, 52% sont des femmes, confirmant que la loi Copé Zimmermann a conduit à une égalité de chances entre les hommes et les femmes.

Comme les années précédentes, elles sont plus indépendantes que les hommes (68,5% contre 50%) et moins diplômées d'une école d'élite (30% contre 47% des nouveaux élus hommes).

Zoom : féminisation des conseils d'administration et RSE

Les compétences RSE des administrateurs des entreprises du SBF 120 ne semblent pas être liées au genre, mais il y a plus de femmes dans les comités spécialisés dédiés à la RSE. C'est

donc davantage par leur affectation dans ces comités que par leurs caractéristiques propres que les femmes peuvent contribuer à une prise en compte de plus en plus importante des enjeux RSE. Les comités RSE se développent, mais seule une minorité d'entre eux y sont consacrés exclusivement.

Pas de différence de compétence RSE entre les administrateurs et les administratrices nommés aux AG 2022

15% des femmes nommées en 2022 dans les conseils d'administration et 13% des hommes ont dans leur CV une expérience relative à la RSE (soit ils occupent ou ont occupé des fonctions en lien avec l'environnement et la RSE, soit ils font ou ont fait partie de comités RSE dans d'autres conseils d'administration).

Mais les femmes intègrent davantage les comités RSE l'année de nomination

12% des nouvelles administratrices sont devenues membres au moins d'un des comités suivants de la société où elles ont été nommées : Environnement, RSE ou Développement durable. Aucun des nouveaux administrateurs hommes n'est entré dans ces comités.

Les administrateurs et administratrices en place

Une compétence reconnue des administrateurs aussi bien hommes que femmes

De plus en plus, les sociétés cotées communiquent dans leur rapport annuel une cartographie des compétences des membres de leur conseil d'administration. La RSE est fréquemment répertoriée dans cette cartographie. Là encore, le genre n'apparaît pas être différenciant : 53% des administrateurs répertoriés par leur entreprise comme ayant des compétences RSE sont des femmes, 47% sont des hommes.

Mais les femmes sont majoritaires dans les comités RSE des conseils d'administration du SBF120

La présence des femmes est majoritaire dans les comités RSE des sociétés du SBF120 : 59% des membres de ces comités sont des administratrices. La part des administratrices du SBF120 qui sont aussi membres du comité RSE est de 33%, alors que cette proportion est de 18,5% pour les hommes. Et surtout, 63% des comités RSE sont présidées par des femmes, ce qui est très au-dessus de leur représentation comme présidentes du conseil d'administration (8%).

Les comités RSE continuent de se répandre au sein des conseils d'administration, mais sans y être consacrés exclusivement

La décision du conseil d'administration de créer un comité RSE au sein de la gouvernance est un signal de l'importance donnée par les hauts dirigeants aux questions de RSE. Le conseil d'administration est en effet un acteur central en gouvernance, accompagnant les décisions des dirigeants et contrôlant leur mise en œuvre. En 2022, 68% des conseils des sociétés du SBF120 sont dotés d'un comité RSE. Ce chiffre est en augmentation chaque année (il a plus que doublé entre 2015 et 2021). Il traduit que la gouvernance s'implique de plus en plus dans la RSE, probablement sous la pression des parties prenantes et des médias.

Ce constat apparemment satisfaisant car en phase avec l'évolution des attentes des parties prenantes masque peut-être une réalité différente. L'étude détaillée des intitulés des comités montre que les comités totalement dédiés à la RSE ne sont que 42, soit 35% du SBF120. Les comités combinés incluant la RSE associent cette dernière à des sujets variés : recrutement, nomination, rémunération, conformité, stratégie, santé et sécurité, innovation, qualité, audit, risques, ressources humaines ou éthique. Si la RSE figure bien dans l'intitulé du comité, et donc dans ses missions, la pluralité des domaines traités réduit le caractère central donné aux enjeux RSE.